

Fonction publique

2000 : Michel SAPIN – 2013 : Marylise LEBRANCHU

Même discours : rigueur – contraintes budgétaires

A 13 ans d'intervalle, la ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu tient le même discours que Michel Sapin en 2000, alors ministre de la Fonction publique, poursuivant ainsi les orientations RGPP du gouvernement précédent.

En effet, lors de ses vœux à la presse le 29 janvier, la ministre de la Fonction publique s'est livrée à quelques déclarations consistant à faire des fonctionnaires l'éternelle variable d'ajustement des politiques budgétaires.

Une fois de plus, les fonctionnaires devront subir la politique d'austérité.

En annonçant le gel du point d'indice en 2013, pire pour 2014 et 2015, en déclarant que les fonctionnaires doivent comprendre, subir et payer la dette de la France, la ministre entérine la politique de rigueur de ses prédécesseurs.

La FGF-FO affirme qu'il est inadmissible et inacceptable d'imputer aux agents publics la crise du système bancaire et de perpétuer les choix budgétaires dictés par l'Union européenne.

En déclarant mettre fin à la rémunération au mérite des fonctionnaires, la ministre occulte ainsi le véritable débat sur l'augmentation des salaires par la revalorisation du point d'indice.

Pour la FGF-FO, après les augmentations consécutives des retenues pour pension civile (cotisations retraites) de novembre 2012 et janvier 2013, le traitement des fonctionnaires baisse encore !

La FGF-FO revendique la revalorisation immédiate de 5 % de la valeur du point d'indice et la refonte de l'ensemble de la grille indiciaire.

La FGF-FO, première organisation syndicale dans la Fonction publique de l'Etat, fidèle à ses principes, attendra la réunion du 7 février pour connaître les annonces officielles de la ministre.

Pour la FGF-FO, la sincérité du dialogue social ne varie pas en fonction des intérêts des uns et des autres mais demeure la clé de la réussite pour des discussions respectant les agents publics et les organisations syndicales qui les représentent !

La réunion du 7 février 2013 s'annonce difficile !

PARIS, le 31 janvier 2013